



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Avant-projet de loi

Loi modifiant le Code des professions et d'autres lois professionnelles

Déposé par
M. Raymond Savois
Ministre responsable de l'application des lois professionnelles

Éditeur officiel du Québec
1992

1081
1992/94
-
02
mag

NOTES EXPLICATIVES

L'avant-projet de loi modifie le Code des professions et, principalement par concordance, toutes les lois constitutives de corporations professionnelles.

D'abord, en ce qui concerne l'Office des professions du Québec, il est proposé que sa composition passe de cinq à sept membres, dont deux ne seraient pas membres de corporations professionnelles. De plus, des pouvoirs additionnels à ceux déjà existants sont confiés à l'Office notamment en ce qui a trait aux enquêtes que l'Office peut effectuer à l'égard des corporations professionnelles et aux pouvoirs de réglementation de l'Office.

À l'égard du gouvernement, l'avant-projet élargit son pouvoir de placer une corporation professionnelle sous le contrôle de l'Office et apporte des modifications à ses pouvoirs réglementaires.

En ce qui a trait aux corporations professionnelles, l'avant-projet vient d'abord modifier leurs pouvoirs en matière d'admission de nouveaux membres. C'est ainsi qu'il supprime de la loi certaines conditions qui pouvaient rendre plus difficile l'obtention d'un permis d'exercice. Par contre, afin d'assurer la protection du public, l'avant-projet propose notamment de donner aux corporations professionnelles le pouvoir de refuser la délivrance d'un permis ou l'inscription au tableau lorsque la personne qui en fait la demande fait l'objet de certaines décisions en matière criminelle ou disciplinaire.

L'avant-projet propose également de modifier les pouvoirs réglementaires des corporations professionnelles notamment en rendant obligatoire l'adoption de certains règlements dont l'adoption est présentement facultative et en prévoyant la mise en place par règlement d'une procédure de conciliation des différends. L'avant-projet propose de plus des modifications à la procédure d'adoption ou d'approbation de certains règlements.

En matière disciplinaire, l'avant-projet prévoit d'abord des règles destinées à faciliter l'accès au rôle d'audience des causes disciplinaires ainsi qu'aux dossiers disciplinaires. Il propose ensuite la constitution au sein de chacune des corporations professionnelles d'un comité d'examen des plaintes. Le syndic de la corporation devra demander l'avis de ce comité à l'égard des demandes d'enquête pour lesquelles il conclut qu'il n'y a pas lieu de porter plainte. Le syndic devra de plus transmettre un rapport écrit à l'Office lorsqu'il n'aura pas terminé une enquête sur un professionnel dans les 60 jours de la demande d'enquête.

Par ailleurs, toujours en matière disciplinaire, l'avant-projet contient des dispositions qui ont pour but de faciliter le recours des personnes autres que le syndic qui décident de porter plainte elles-mêmes. Il prévoit en outre d'autres mesures destinées à améliorer l'efficacité du processus disciplinaire.

Enfin, l'avant-projet de loi apporte d'autres modifications de nature plus technique qui visent également à améliorer l'application du système professionnel québécois.

LOIS MODIFIÉES PAR CET AVANT-PROJET:

- Loi sur les agronomes (L.R.Q., chapitre A-12);
- Loi sur les architectes (L.R.Q., chapitre A-21);
- Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., chapitre A-23);
- Loi sur les audioprothésistes (L.R.Q., chapitre A-33);
- Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1);
- Loi sur les chimistes professionnels (L.R.Q., chapitre C-15);
- Loi sur la chiropratique (L.R.Q., chapitre C-16);
- Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26);
- Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48);
- Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3);
- Loi sur la denturologie (L.R.Q., chapitre D-4);
- Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., chapitre I-8);
- Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., chapitre I-9);

- Loi sur les ingénieurs forestiers (L.R.Q., chapitre I-10);
- Loi sur les médecins vétérinaires (L.R.Q., chapitre M-8);
- Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9);
- Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2);
- Loi sur les opticiens d'ordonnances (L.R.Q., chapitre O-6);
- Loi sur l'optométrie (L.R.Q., chapitre O-7);
- Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10);
- Loi sur la podiatrie (L.R.Q., chapitre P-12);
- Loi sur les techniciens en radiologie (L.R.Q., chapitre T-5).

Avant-projet de loi

Loi modifiant le Code des professions et d'autres lois professionnelles

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

CODE DES PROFESSIONS

1. L'article 2 du Code des professions (L.R.Q., chapitre C-26) est modifié par l'addition, à la fin, des mots «et à leurs membres».

2. L'article 4 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot «cinq» par le mot «sept».

3. L'article 6 de ce code est modifié:

1° par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, des mots «et s'il n'est membre d'une corporation»;

2° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant:

«Cinq des sept membres de l'Office, dont le président et le vice-président, doivent être membres de corporations professionnelles. Les deux autres membres ne doivent pas être membres de corporations professionnelles lors de leur nomination ni au cours de la durée de leur mandat.»;

3° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot «trois» par le mot «cinq».

4. L'article 12 de ce code est modifié:

1° par l'insertion, dans la troisième ligne du deuxième alinéa et après le mot «lois», des mots «, aux lettres patentes et aux

règlements » et par le remplacement, dans les huitième, neuvième et dixième lignes de cet alinéa, des mots « ; il formule des recommandations concernant les règlements des corporations professionnelles. » par ce qui suit : « . Il examine tout règlement visé par l'article 95 et formule une recommandation à son sujet ; il examine et peut approuver tout règlement visé par l'article 95.1 ; il peut formuler un avis sur tout projet de règlement visé par l'article 95.2. » ;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant :

« L'Office doit, notamment :

1° s'assurer que chacune des corporations adopte les règlements qu'elle doit adopter en vertu du présent code ou, le cas échéant, de la loi la constituant en corporation professionnelle ;

2° adopter, par règlement conforme au présent code ou, le cas échéant, à la loi constituant la corporation professionnelle, les règlements que la corporation doit adopter en vertu du présent code ou, le cas échéant, de cette loi, à défaut par elle de les adopter dans le délai qu'il fixe ;

3° suggérer en tout temps à chacune des corporations les modifications qu'il juge nécessaire d'apporter à tout règlement qu'elle a adopté, y compris avant sa publication à titre de projet à la *Gazette officielle du Québec* le cas échéant, et même après son entrée en vigueur ;

4° adopter en tout temps, par règlement conforme au présent code ou, le cas échéant, à la loi constituant la corporation professionnelle, les modifications qu'il juge nécessaire d'apporter à tout règlement qu'elle a adopté, que ce dernier ait été ou non publié à titre de projet à la *Gazette officielle du Québec* le cas échéant, ou qu'il soit ou non en vigueur, à défaut par la corporation d'adopter de telles modifications dans le délai qu'il fixe ;

5° fixer, par règlement, les règles de conservation des dossiers disciplinaires et des autres dossiers détenus par une corporation concernant ses membres et les candidats à l'obtention du permis qu'elle délivre, les règles d'accès à ces dossiers, les règles de protection des renseignements de nature confidentielle qu'il détermine et qui y sont contenus de même que les délais de conservation de ces dossiers par la corporation ;

6° déterminer, par règlement et après consultation du Conseil interprofessionnel, des normes relatives à la confection, au contenu, à la mise à jour et à la publication du tableau des membres d'une corporation ;

7° déterminer, par règlement et après consultation du Conseil interprofessionnel, des normes relatives à la confection et au contenu du rapport annuel d'une corporation;

8° donner au gouvernement son avis sur tout diplôme qui donne ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste délivré par une corporation, après avoir consulté notamment:

a) les établissements d'enseignement et la corporation intéressés;

b) la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec et le Conseil des universités, s'il s'agit d'un diplôme de niveau universitaire;

c) le Conseil des collèges, s'il s'agit d'un diplôme de niveau collégial;

d) le ministre de l'Éducation, s'il s'agit d'un diplôme de niveau secondaire;

e) le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, s'il s'agit d'un diplôme de niveau collégial ou de niveau universitaire;

9° établir un formulaire de demande d'enquête visée à l'article 122, un formulaire de plainte visée à l'article 126 ainsi que tout document propre à favoriser l'exercice de tout recours prévu au présent code et peut en déterminer les modalités de distribution par une corporation. ».

5. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 12, du suivant:

« **12.1** L'Office peut, par règlement:

1° adopter des règles concernant la conduite de ses affaires;

2° fixer les modalités de la collaboration de la corporation intéressée avec les autorités des établissements d'enseignement du Québec visés dans un règlement pris en application de l'article 184, notamment dans l'élaboration et la révision des programmes d'études conduisant à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste et dans la préparation des examens ou autres mécanismes d'évaluation des personnes effectuant ces études.

L'Office doit, avant de fixer les modalités visées au paragraphe 2° du premier alinéa, consulter notamment les personnes et

organismes mentionnés aux sous-paragraphe *a* à *e* du paragraphe 8° du troisième alinéa de l'article 12. ».

6. L'article 13 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « de ce » par les mots « du présent ».

7. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 13, du suivant :

« **13.1** L'Office fait rapport au gouvernement sur toute corporation qui n'exerce pas ses fonctions ou ne s'acquitte pas de ses devoirs conformément au présent code ou aux lois, aux lettres patentes ou aux règlements la régissant, de même que sur toute corporation qui présente une situation financière déficitaire, dont les revenus sont insuffisants pour remplir ses obligations ou qui n'assure pas une protection adéquate du public. ».

8. L'article 14 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, des mots « présentent une situation financière déficitaire ou ont des revenus insuffisants pour remplir leurs obligations » par les mots « n'exercent pas leurs fonctions ou ne s'acquittent pas de leurs devoirs conformément au présent code ou aux lois, aux lettres patentes ou aux règlements les régissant, présentent une situation financière déficitaire, ont des revenus insuffisants pour remplir leurs obligations ou n'assurent pas une protection adéquate du public » ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Il peut, notamment, prévoir que l'Office est substitué totalement ou partiellement au Bureau, au comité administratif, au comité d'inspection professionnelle ou au syndic d'une corporation dans l'exercice de leurs fonctions et dans l'exécution de leurs devoirs et pour la période qu'il indique. ».

9. L'article 15 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « ou tout » par les mots « , dossier ou » et par l'addition, à la fin, des mots « y compris les renseignements, documents ou copies de dossiers qu'elle a obtenus d'un professionnel ».

10. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 15, des suivants :

« **15.1** L'Office peut enquêter sur toute corporation lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'elle n'exerce pas ses fonctions ou ne s'acquitte pas de ses devoirs conformément au présent code ou aux lois, aux lettres patentes ou aux règlements la régissant, présente une situation financière déficitaire, a des revenus insuffisants pour remplir ses obligations ou n'assure pas une protection adéquate du public.

L'Office peut autoriser généralement ou spécialement une personne à faire cette enquête.

L'Office et, le cas échéant, toute personne ainsi autorisée sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q., chapitre C-37), sauf du pouvoir d'imposer une peine d'emprisonnement.

« **15.2** La personne qui effectue l'enquête peut pénétrer au siège social de la corporation à toute heure raisonnable et doit, sur demande, produire un certificat signé par le président de l'Office attestant sa qualité.

Elle peut prendre connaissance et copie de tout document ou dossier, requérir la remise de tout document et exiger tout renseignement ou la production de tout rapport dont elle a besoin aux fins de cette enquête.

Pour l'application du présent article, les mots « document » et « dossier » comprennent respectivement tout document et toute copie d'un dossier tenu par un professionnel et qui sont visés par l'article 192.

« **15.3** Il est interdit d'entraver, de quelque façon que ce soit, toute personne qui effectue une enquête, de la tromper par des réticences ou par de fausses déclarations, de refuser de lui fournir un renseignement, un document ou un dossier qu'elle a droit d'obtenir aux fins de l'enquête ou de refuser de lui laisser prendre copie d'un tel document ou dossier.

« **15.4** Les pouvoirs mentionnés aux articles 15 et 15.2 peuvent être exercés malgré l'obligation pour un professionnel de respecter le secret professionnel. ».

11. L'article 32 de ce code est modifié par l'insertion, dans la sixième ligne et après le mot « utiliser », des mots « l'un de ces titres ou ».

12. L'article 34 de ce code est remplacé par le suivant :

« **34.** L'article 32 n'empêche pas :

1° la personne dûment inscrite dans un programme d'études conduisant à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste de poser, suivant les conditions déterminées par règlement pris en application du paragraphe *g* de l'article 94, un acte réservé à un professionnel, qu'elle doit poser dans le cadre de ce programme d'études ;

2° la personne effectuant un stage de formation professionnelle visé au paragraphe *i* de l'article 94 de poser, suivant les conditions déterminées par règlement pris en application du paragraphe *h* de cet article, un acte déterminé dans ce règlement ;

3° l'enseignant ou le maître de stage de poser, suivant les conditions déterminées par règlement pris en application du paragraphe *g* de l'article 94, un acte réservé à un professionnel, qu'il doit poser dans le cadre d'un programme d'études visé au paragraphe 1° ou d'un stage visé au paragraphe 2° ;

4° la personne faisant partie d'une classe de personnes autorisée à poser un acte réservé à un professionnel en vertu d'un règlement pris en application d'une loi constituant une corporation professionnelle de poser, suivant les conditions prescrites par ce règlement, un acte réservé qui y est déterminé ;

5° la personne dûment inscrite dans un programme de formation de personnes faisant partie d'une classe autorisée à poser un acte réservé à un professionnel en vertu d'un règlement pris en application d'une loi constituant une corporation professionnelle de poser, suivant les conditions déterminées par règlement pris en application du paragraphe *g.1* de l'article 94, un acte réservé à un professionnel, qu'elle doit poser dans le cadre de ce programme de formation ;

6° l'enseignant de poser, suivant les conditions déterminées par règlement pris en application du paragraphe *g.1* de l'article 94, un acte réservé à un professionnel, qu'il doit poser dans le cadre d'un programme de formation visé au paragraphe 5° ;

7° la personne qui a réussi un programme d'études conduisant à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste, ou la personne à qui le Bureau a reconnu une équivalence de diplôme ou de la formation, de poser, suivant les conditions déterminées par règlement pris en application du paragraphe *g* de l'article 94, un acte réservé à un professionnel.

On entend par « acte réservé à un professionnel », tout acte ainsi réservé aux termes d'une loi constituant une corporation

professionnelle et, le cas échéant, pouvant être posé par une classe de personnes autres que les professionnels à qui il est réservé et déterminé par règlement pris en application d'une telle loi. ».

13. L'article 42 de ce code est modifié par la suppression, dans la quatrième ligne du premier alinéa, de « du paragraphe *a* du premier alinéa ».

14. L'article 44 de ce code est remplacé par le suivant :

« **44.** Une corporation ne peut refuser de délivrer un permis à une personne uniquement pour le motif qu'elle ne possède pas la citoyenneté canadienne, si elle a été légalement admise au Canada pour y demeurer en permanence. ».

15. L'article 45 de ce code est remplacé par le suivant :

« **45.** Le Bureau peut refuser la délivrance d'un permis ou l'inscription au tableau lorsque la personne qui en fait la demande :

1° fait l'objet d'une décision définitive d'un tribunal canadien la déclarant coupable d'une infraction criminelle qui peut faire l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation seulement ou d'une autre infraction criminelle qui, de l'avis du Bureau, a un lien avec l'exercice de la profession, sauf si elle a purgé sa sentence ou qu'elle a obtenu le pardon ;

2° fait l'objet d'une décision définitive d'un tribunal étranger la déclarant coupable d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation seulement ou d'une poursuite pour une autre infraction criminelle qui, de l'avis du Bureau, a un lien avec l'exercice de la profession, sauf si elle a purgé sa sentence ou qu'elle a obtenu le pardon ;

3° fait l'objet d'une décision disciplinaire définitive rendue hors du Québec entraînant la révocation d'un permis qui, au Québec, pourrait être délivré en vertu du présent code et, le cas échéant, d'une loi constituant une corporation professionnelle.

Le Bureau peut refuser l'inscription au tableau lorsque la personne qui en fait la demande :

1° fait l'objet d'une décision disciplinaire définitive rendue hors du Québec entraînant une radiation du tableau qui, au Québec, pourrait être imposée par un comité de discipline, y compris en vertu de l'article 133, sauf si elle n'est plus sous le coup de cette radiation ;

2° fait l'objet d'une décision disciplinaire définitive rendue hors du Québec entraînant une limitation ou une suspension du droit d'exercer des activités professionnelles, dont le droit d'exercer les mêmes activités au Québec pourrait être limité ou suspendu par un comité de discipline, sauf si elle n'est plus sous le coup de cette limitation ou de cette suspension, ou sauf si le Bureau limite ou suspend de la même manière son droit d'exercer des activités professionnelles.

Une personne qui fait l'objet d'une décision définitive visée au premier ou au deuxième alinéa doit en informer le Bureau dans sa demande de permis ou d'inscription, selon le cas. ».

16. L'article 46 de ce code est remplacé par le suivant :

« **46.** Le secrétaire d'une corporation inscrit au tableau toute personne qui en fait la demande et qui satisfait aux conditions suivantes :

1° elle détient un permis délivré par le Bureau de cette corporation ;

2° dans le délai fixé, elle verse les cotisations et autres sommes dont elle est redevable à la corporation ;

3° dans le délai fixé, elle fournit une garantie contre sa responsabilité professionnelle ou elle verse la somme fixée conformément au paragraphe *p* du premier alinéa de l'article 86 ;

4° elle a acquitté, le cas échéant, toute amende et les frais adjugés contre elle par le comité de discipline ou le Tribunal des professions ;

5° elle remplit les formalités et acquitte les frais relatifs à l'inscription au tableau déterminés conformément au paragraphe 8° de l'article 86.01 ;

6° elle remplit les autres conditions d'inscription prescrites par le présent code ou la loi constituant la corporation. ».

17. L'article 49 de ce code est modifié par l'addition, après le quatrième alinéa, du suivant :

« Les frais des expertises sont à la charge du Bureau, dans le cas du médecin qu'il désigne, à la charge de la personne visée, dans le cas du médecin qu'elle désigne ou, le cas échéant, que le Bureau a désigné à sa place et à la charge du Bureau et de la personne visée, en parts égales, dans le cas du troisième médecin. ».

18. L'article 53 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du premier alinéa, des mots « . Cet appel doit être interjeté dans les trente jours de la signification, conformément au Code de procédure civile (chapitre C-25), de la décision du Bureau à la personne visée » par les mots « suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV » ;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

19. L'article 60 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot « faire » par les mots « élire domicile en faisant » et par l'addition, à la fin de cet alinéa, de ce qui suit : « ou, selon le cas, le lieu de sa résidence ; le domicile ainsi élu constitue le domicile professionnel. Il doit aussi lui faire connaître tous les lieux où il exerce sa profession. ».

20. L'article 61 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne des paragraphes *b* et *c* du premier alinéa, de « *a* de l'article 94 » par « *e* de l'article 93 » ;

2° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots « être citoyens canadiens et ».

21. L'article 63 de ce code est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 1° du troisième alinéa, des mots « ou conformément à la loi constituant la corporation professionnelle ».

22. L'article 65 de ce code est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **65.** Pour assurer une représentation régionale adéquate au sein du Bureau de la corporation, celui-ci, par règlement, délimite le territoire du Québec en régions et fixe le mode de représentation de chacune de ces régions eu égard au nombre d'administrateurs élus au Bureau de la corporation. » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « d'une » par les mots « de la » et, dans la troisième ligne de cet alinéa, du mot « gouvernement » par le mot « Bureau » ;

3° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Ce règlement peut prévoir, au sein du Bureau, une représentation des secteurs d'activité professionnelle des membres de

la corporation et, à cette fin, déterminer les secteurs d'activité visés, fixer le nombre d'administrateurs les représentant et en établir le mode de représentation parmi les administrateurs. ».

23. L'article 66.1 de ce code est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Seuls peuvent être candidats dans une région donnée les membres de la corporation qui y ont leur domicile professionnel. ».

24. L'article 68 de ce code est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, des mots « exercent leur profession principalement dans cette région » par les mots « y ont leur domicile professionnel ».

25. L'article 75 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « exercer leur profession principalement » par les mots « avoir leur domicile professionnel » ;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du deuxième alinéa, des mots « exercer sa profession principalement » par les mots « avoir son domicile professionnel » ;

3° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Les premier et deuxième alinéas ne s'appliquent pas à l'administrateur élu qui exerce le mandat de président. ».

26. L'article 79 de ce code est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots « exercer sa profession principalement » par les mots « avoir son domicile professionnel ».

27. L'article 85 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot « corporation », des mots « ou du comité de discipline » et, dans la quatrième ligne et après le mot « un », des mots « inspecteur ou un » ;

2° par l'addition, à la fin, de la phrase suivante : « La destitution ne peut prendre effet moins de 30 jours après la date de la résolution qui la prononce. » ;

3° par l'addition, à la fin, des alinéas suivants :

« Le Bureau ne peut adopter une résolution en vue de destituer le syndic ou un syndic adjoint ou correspondant qu'après lui avoir fait parvenir un avis écrit au moins 30 jours avant la date de la réunion au cours de laquelle la résolution doit être proposée. Copie de l'avis est transmise à l'Office dans le même délai.

L'avis mentionne les motifs de la destitution proposée et informe la personne visée de son droit d'être entendue par le Bureau. Elle peut, dans les dix jours de la date de la réception de l'avis, demander au Bureau d'être entendue.

Le Bureau avise l'Office dans les 30 jours de sa décision. ».

28. L'article 86 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe *a* du premier alinéa de « le gouvernement conformément au paragraphe *a* du premier alinéa de l'article 183 » par « règlement de l'Office pris en application du paragraphe 6° du troisième alinéa de l'article 12 » ;

2° par le remplacement du paragraphe *b* du premier alinéa par le suivant :

« *b*) fixe la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale annuelle des membres de la corporation ; » ;

3° par la suppression du paragraphe *c* du premier alinéa ;

4° par l'addition, à la fin du paragraphe *g* du premier alinéa, des mots « et l'équivalence de la formation d'une personne qui ne détient pas un diplôme requis à ces fins » ;

5° par la suppression du paragraphe *h* du premier alinéa ;

6° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *j* du premier alinéa et après le mot « organise », des mots « des activités, » ;

7° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *k* du premier alinéa et après le mot « et », des mots « , le cas échéant, » ;

8° par l'addition, à la fin de la partie du paragraphe *l* du premier alinéa qui précède le sous-paragraphe *i*, des mots « de la corporation » ;

9° par la suppression des paragraphes *n* et *o* du premier alinéa ;

10° par l'insertion, dans la première ligne du paragraphe *p* du premier alinéa et après le mot « établit » de « , en application du

règlement adopté en vertu du paragraphe *d* de l'article 93, », par le remplacement, dans la huitième ligne de ce paragraphe, des mots « sa classe » par les mots « la classe à laquelle il appartient », par le remplacement, dans la première ligne du troisième alinéa de ce paragraphe, du mot « Comité » par le mot « comité » et par l'addition, à la fin de ce troisième alinéa, des mots « du présent paragraphe » ;

11° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *q* du premier alinéa, du mot « deuxième » par le mot « troisième » ;

12° par l'addition, après le paragraphe *r* du premier alinéa, des suivants :

« *s*) impose à ses membres et aux employés de la corporation l'obligation de prêter le serment ou de faire l'affirmation de discrétion et en établit la formule ;

« *t*) collabore, conformément aux modalités fixées en vertu du paragraphe 2° de l'article 12.1, à l'élaboration et à la révision des programmes d'études conduisant à l'obtention d'un diplôme donnant ouverture à un permis ou à un certificat de spécialiste et à la préparation des examens ou autres mécanismes d'évaluation des personnes effectuant ces études. » ;

13° par le remplacement, dans les sixième et septième lignes du deuxième alinéa, de « du gouvernement adopté en vertu des articles 183 ou » par « pris en application des paragraphes 6° et 7° du troisième alinéa de l'article 12, du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 12.1 ou de l'article ».

29. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 86, du suivant :

« **86.01** Le Bureau peut, notamment, par résolution :

1° publier tout périodique ou toute brochure ou information relatifs aux activités de la corporation ou de ses membres ;

2° former des comités, déterminer leurs pouvoirs et fixer le traitement, les honoraires ou les indemnités de leurs membres ;

3° instituer en faveur des membres ou des employés de la corporation une caisse de bienfaisance ou un régime de rentes conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1) ;

4° établir et administrer une caisse de retraite pour les membres de la corporation et organiser des régimes d'assurance-groupe pour ceux-ci;

5° établir et administrer au profit des membres de la corporation dans le besoin un fonds de secours, dont les avoirs sont placés conformément à l'article 981o du Code civil du Bas-Canada;

6° établir et administrer un fonds d'études afin de promouvoir l'exercice de la profession, la formation, la recherche et l'information;

7° prescrire les frais exigibles des candidats à l'exercice de la profession ou à l'obtention d'un certificat de spécialiste;

8° déterminer les formalités et les frais relatifs à l'inscription au tableau de même qu'aux demandes d'autorisation spéciale;

9° imposer à toute personne qui demande un permis ou son inscription au tableau, l'obligation de prêter le serment ou de faire l'affirmation solennelle dont il établit la formule. ».

30. L'article 86.1 de ce code est modifié par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du deuxième alinéa, de « *l* de l'article 94 » par « *d* de l'article 93 » et par remplacement, dans la première ligne du cinquième alinéa, du mot « Comité » par le mot « comité ».

31. L'article 87 de ce code est modifié:

1° par l'addition, à la fin du paragraphe 4°, des mots « de même que des dispositions concernant l'obligation pour ce professionnel de lui en remettre copie »;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 5°, des mots « ses membres » par les mots « les membres de la corporation ».

32. L'article 88 de ce code est modifié:

1° par l'addition, à la fin du paragraphe 1° du deuxième alinéa, de la phrase suivante: « . Le membre ne peut intenter une action sur compte d'honoraires avant l'expiration du délai accordé pour faire une demande de conciliation; »;

2° par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant:

« Ce règlement peut également prévoir des dispositions permettant au conseil d'arbitrage, lorsque le compte en litige est

maintenu en totalité ou en partie ou lorsqu'un remboursement est accordé, d'y ajouter l'intérêt et une indemnité calculés selon l'article 1078.1 du Code civil du Bas-Canada, à compter de la demande de conciliation. ».

33. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 88, du suivant :

«**88.1** Le Bureau doit déterminer, par règlement, une procédure de conciliation des différends entre les membres de la corporation et les personnes recourant aux services de ceux-ci. ».

34. L'article 89 de ce code est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots «établir, par règlement, » par les mots «déterminer, par règlement, les modalités et les normes de réception, de garde et de disposition des sommes et valeurs ainsi détenues, ainsi que celles relatives à la tenue et à la vérification des comptes en fidéicommiss, livres et registres de ces membres. Ce règlement doit établir» et par la suppression, dans la septième ligne de cet alinéa, des mots «par règlement».

35. L'article 91 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par les suivants :

«**91.** Le Bureau doit, par règlement, déterminer des normes relatives à la tenue, à la détention et au maintien par un professionnel dans l'exercice de sa profession des dossiers, livres, registres, médicaments, poisons, produits, substances, appareils et équipements ainsi que des biens qui lui sont confiés par un client et déterminer des normes sur la tenue par un professionnel de tout cabinet de consultation et de ses autres bureaux.

Il doit, dans ce règlement, déterminer également les règles, conditions, modalités et formalités de conservation, d'utilisation, de gestion, d'administration, de transfert, de cession, de garde provisoire et de destruction des dossiers, livres, registres, médicaments, poisons, produits, substances, appareils et équipements d'un professionnel, ainsi que celles de conservation, d'utilisation, de gestion, d'administration et de garde provisoire des biens qui lui sont confiés par un client, applicables dans le cas de radiation, de cessation d'exercice ou de décès d'un professionnel, de limitation ou de suspension de son droit d'exercice, de révocation de son permis ainsi que dans le cas où un professionnel accepte de remplir une fonction qui l'empêche de compléter les mandats qui lui avaient été confiés. ».

36. L'article 93 de ce code est modifié :

1° par l'addition, à la fin du paragraphe *c*, des mots «, ainsi que des normes d'équivalence de la formation d'une personne qui ne détient pas un diplôme requis à ces fins» ;

2° par l'addition, après le paragraphe *c*, des suivants :

« *d*) imposer aux membres de la corporation ou à certaines classes d'entre eux en fonction du risque qu'ils représentent, notamment à ceux qui exercent à leur propre compte, l'obligation de fournir, par contrat d'assurance, de cautionnement ou par tout autre moyen déterminé par ce règlement, une garantie contre la responsabilité qu'ils peuvent encourir en raison des fautes ou négligences commises dans l'exercice de leur profession, ou l'obligation d'adhérer au contrat d'un régime collectif conclu par la corporation ou de souscrire à un fonds d'assurance de la responsabilité professionnelle établi conformément à l'article 86.1, à ces fins ;

« *e*) fixer, conformément à l'article 61, le nombre d'administrateurs du Bureau ;

« *f*) déterminer l'endroit du siège social de la corporation. ».

37. L'article 94 de ce code est modifié :

1° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du paragraphe *a*, de « fixer conformément à l'article 61, le nombre de membres du Bureau, » ;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe *b*, des mots « ou une séance du Bureau ou du comité » par les mots « du Bureau ou une séance du comité, » ;

3° par la suppression des paragraphes *c* et *d* ;

4° par le remplacement du paragraphe *g* par les suivants :

« *g*) déterminer les conditions suivant lesquelles une personne visée aux paragraphes 1° ou 7° du premier alinéa de l'article 34 ou un enseignant ou un maître de stage visé au paragraphe 3° de cet alinéa peut poser un acte réservé à un professionnel ;

« *g.1*) déterminer les conditions suivant lesquelles une personne ou un enseignant visé aux paragraphes 5° ou 6° du premier alinéa de l'article 34 peut poser un acte réservé à un professionnel qui peut être posé par une classe de personnes autorisée à le poser en vertu d'un règlement pris en application d'une loi constituant une corporation professionnelle ; » ;

5° par le remplacement des troisième et quatrième lignes du paragraphe *i* par les mots «notamment l'obligation de faire des stages de formation professionnelle et de réussir des examens professionnels qu'il détermine; ce règlement doit alors fixer des normes d'équivalence des conditions et modalités qui y sont déterminées»;

6° par la suppression des paragraphes *k* et *l*.

38. L'article 95 de ce code est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, du mot «Tout» par «Sous réserve des articles 95.1 et 95.2, tout» et, dans cette même ligne, des mots «de ce» par les mots «du présent»;

2° par la suppression des deuxième et troisième alinéas.

39. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 95, des suivants:

«**95.1** Tout règlement adopté en vertu de l'article 90 ou du paragraphe *j* de l'article 94 est transmis à l'Office, pour examen, qui peut l'approuver avec ou sans modification.

«**95.2** Un règlement ne peut être adopté en vertu des paragraphes *a*, *b*, *e* et *f* de l'article 93 ou des paragraphes *a* et *b* de l'article 94 que si le secrétaire de la corporation en a transmis le projet à l'Office, au moins 60 jours avant la date prévue pour son adoption. À moins que l'Office ne formule d'avis contraire dans ce délai, il peut être adopté par le Bureau et entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de son adoption.

La Loi sur les règlements (L.R.Q., chapitre R-18.1) ne s'applique pas à un règlement visé par le premier alinéa.

«**95.3** Un règlement ne peut être adopté en vertu des articles 87, 88, 89 et 90 ou du paragraphe *j* de l'article 94 que si le secrétaire de la corporation en a communiqué le projet à tous les membres de la corporation, au moins 30 jours avant son adoption par le Bureau.

«**95.4** Le Bureau doit transmettre copie de tout règlement en vigueur qu'il a adopté, ou que l'Office a adopté en application de l'article 12, aux membres de la corporation et aux administrateurs nommés.».

40. L'article 100 de ce code est modifié par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant:

« Au cas d'égalité des voix, le président donne un vote prépondérant. ».

41. L'article 101 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « séances » par le mot « réunions ».

42. L'article 104 de ce code est modifié par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, des mots « prescriptions contenues à cette fin dans les règlements adoptés par le gouvernement » par « normes prescrites par règlement de l'Office pris en application du paragraphe 7° du troisième alinéa de l'article 12 ».

43. L'article 109 de ce code est modifié par le remplacement, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du troisième alinéa, des mots « , avec le même quorum, en divisions comprenant le président ou un autre membre du comité désigné par le Bureau » par les mots « en divisions composées de trois membres, dont le président ou un autre membre du comité désigné par celui-ci ».

44. L'article 111 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « enquêteur ou membre du comité » par les mots « membre du comité, inspecteur, enquêteur ou expert ».

45. L'article 112 de ce code est modifié :

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « ainsi qu'à la vérification des biens qui leur sont confiés par leurs clients. À cette fin, le Bureau peut nommer des inspecteurs pour assister le comité ; le comité peut aussi agir de sa propre initiative en les choisissant parmi les inspecteurs dont le nom figure sur une liste que peut établir le Bureau » ;

2° par le remplacement, dans la septième ligne du deuxième alinéa, des mots « dans l'exercice de ses fonctions » par les mots « ou l'un de ses membres dans l'exercice de ses fonctions ; le comité peut aussi agir de sa propre initiative en les choisissant parmi les enquêteurs dont le nom figure sur une liste que peut établir le Bureau » ;

3° par l'insertion, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Les inspecteurs et les enquêteurs doivent être membres de la corporation. » ;

4° par l'addition, après le troisième alinéa, du suivant :

« De plus, le comité informe le syndic lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un professionnel a commis une infraction visée à l'article 116. ».

46. L'article 114 de ce code est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « enquêteur ou un membre du comité d'inspection professionnelle ou un expert qu'il s'est adjoint » par les mots « membre du comité, un inspecteur, un enquêteur ou un expert » et par l'insertion, dans la sixième ligne et après le mot « une », des mots « vérification à laquelle il procède ou à une ».

47. Ce code est modifié par le remplacement de l'intitulé de la sous-section 1 de la section VII du chapitre IV par le suivant :

« § 1.—*Comités de discipline, syndics et comités d'examen des plaintes* ».

48. L'article 117 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « gouvernement », des mots « , qui fixe son mandat » ;

2° par l'addition, après le deuxième alinéa, des suivants :

« Le président choisi ne peut, à compter de sa désignation et jusqu'à l'expiration de son mandat, agir comme procureur d'une partie dans une instance disciplinaire régie par le présent code.

Le président demeure en fonction à l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit remplacé ou nommé de nouveau. ».

49. L'article 118 de ce code est modifié :

1° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots « et veiller à ce qu'ils soient accessibles » ;

2° par l'addition, après le deuxième alinéa, des suivants :

« Il tient un rôle d'audience et veille également à ce qu'il soit accessible.

À l'égard de chaque plainte pour laquelle une date d'audience a été fixée, le secrétaire indique au rôle, notamment, la nature de la plainte, le nom des membres du comité chargés de l'entendre ainsi que la date, le lieu et l'heure de l'audience.

Cependant, le secrétaire ne doit inscrire au rôle aucun renseignement de nature à permettre l'identification du professionnel visé dans la plainte ou de la personne qui a porté plainte en vertu du deuxième alinéa de l'article 128. ».

50. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 118, des suivants :

« **118.1** Le rôle d'audience est accessible au siège social de la corporation et doit y être affiché par le secrétaire du comité de discipline au moins dix jours avant la date fixée pour la tenue de l'audience.

Sous réserve de l'article 118.3, un dossier du comité est accessible au siège social de la corporation à compter de la tenue de l'audience.

L'accès au rôle et au dossier s'exerce par l'obtention d'une copie ou par consultation sur place pendant les heures habituelles de travail de bureau de la corporation. Toutefois, la consultation d'un dossier n'a lieu qu'en présence du secrétaire ou d'une personne qu'il désigne.

« **118.2** Des frais raisonnables n'excédant pas le coût de transcription ou de reproduction du rôle ou du dossier, ou de transmission de copies, peuvent être exigés de la personne qui en demande l'accès.

« **118.3** Le comité peut, en tout temps, d'office ou sur demande, interdire l'accès à un renseignement ou à un document qu'il indique, contenu dans un dossier du comité, dans l'intérêt de la morale ou de l'ordre public, notamment pour assurer le respect du secret professionnel ou la protection de la vie privée d'une personne ou de sa réputation.

Se rend coupable d'outrage au tribunal, toute personne qui, par son acte ou son omission, enfreint une ordonnance de non accès à un renseignement ou à un document. ».

51. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 122, des suivants :

« **122.1** Un comité d'examen des plaintes est constitué au sein de chacune des corporations.

Ce comité a pour fonction de conseiller le syndic ou un syndic adjoint et de lui donner son avis sur toute demande en matière disciplinaire.

Il est composé de cinq personnes nommées par le Bureau, dont deux sont choisies parmi les administrateurs nommés en vertu de l'article 78; un de ces deux administrateurs ne doit pas être membre d'une corporation.

Le quorum du comité est de trois membres, dont un administrateur visé au troisième alinéa.

« **122.2** Avant de conclure qu'une demande d'enquête ne justifie pas de porter une plainte devant le comité de discipline, le syndic ou le syndic adjoint doit, dans les cinq jours de la fin de son enquête, demander l'avis du comité d'examen des plaintes.

Dans les 60 jours de la date de la demande d'avis, le comité d'examen des plaintes rend son avis par écrit après avoir pris connaissance de l'ensemble du dossier et des pièces justificatives que doit lui transmettre le syndic ou le syndic adjoint et après avoir entendu, le cas échéant, le syndic, le syndic adjoint ou le syndic correspondant, le professionnel, la personne qui a demandé qu'une enquête soit tenue ou tout autre témoin.

Le comité d'examen des plaintes peut, dans cet avis, demander au syndic ou au syndic adjoint, dans le délai qu'il indique :

- 1° de compléter son enquête;
- 2° de porter plainte devant le comité de discipline;
- 3° de donner un avertissement au professionnel.

L'avertissement donné en vertu du paragraphe 3° du troisième alinéa ne peut être invoqué et n'est pas admissible à titre de preuve contre le professionnel devant une instance judiciaire ou quasi-judiciaire.

« **122.3** Le syndic ou un syndic adjoint informe le comité d'inspection professionnelle lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire que l'exercice de la profession par un professionnel ou sa compétence professionnelle doit faire l'objet d'une vérification ou d'une enquête visées à l'article 112. ».

52. L'article 123 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la cinquième ligne du premier alinéa et après le mot « demande », des mots « ou de sa décision de transmettre la demande au comité d'inspection professionnelle » et, dans cette même ligne et après le mot « plainte », des mots « ou s'il transmet la demande au comité d'inspection professionnelle »;

2° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots «et lui exposer également par écrit les conclusions contenues dans l'avis du comité d'examen des plaintes» ;

3° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Si le syndic ou le syndic adjoint n'a pas terminé son enquête dans les 60 jours de la réception de la demande d'enquête, il doit, dans les 15 jours de l'expiration de ce délai, en informer l'Office en lui transmettant un rapport écrit exposant, notamment, les faits à l'origine de la demande, les démarches entreprises ainsi que leur résultat et les motifs justifiant pourquoi il n'a pas terminé l'enquête dans ce délai. ».

53. L'article 124 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots «et les syndics correspondants» par les mots «, les syndics correspondants et les membres du comité d'examen des plaintes».

54. L'article 125 de ce code est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots «au deuxième alinéa de» par le mot «à».

55. L'article 126 de ce code est modifié par l'addition, à la fin, de la phrase suivante: «Le comité en est dès lors saisi. ».

56. L'article 128 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne du premier alinéa et après le mot «Bureau», des mots «ou du comité d'examen des plaintes» et par le remplacement, dans la deuxième ligne de cet alinéa, des mots «qui paraît justifiée» par les mots «que le Bureau ou le comité juge justifiée» ;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots «, laquelle ne peut être poursuivie en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de ce pouvoir» ;

3° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Le secrétaire du comité de discipline doit prêter assistance, pour la formulation d'une plainte, à toute personne qui la requiert. ».

57. L'article 131 de ce code est modifié par le remplacement, dans les quatrième et sixième lignes, du mot «Code» par le mot «code».

58. L'article 138 de ce code est modifié :

1° par l'addition, à la fin du premier alinéa, des mots « ou une personne désignée par celui-ci parmi une liste d'avocats que dresse le gouvernement, après consultation du Barreau » ;

2° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du deuxième alinéa, des mots « par celui-ci parmi une liste d'avocats dressée par le gouvernement, après consultation du Barreau » par les mots « de la manière prévue au premier alinéa » ;

3° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Le Bureau choisit parmi les membres du comité les deux autres membres qui, avec le président ou la personne désignée par celui-ci, forment le comité ou une de ces divisions ; il peut déléguer ce pouvoir au secrétaire du comité de discipline. ».

59. L'article 139 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « audition » par le mot « audience ».

60. L'article 140 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, du mot « Code » par le mot « code ».

61. L'article 141 de ce code est remplacé par le suivant :

« **141.** L'audience est enregistrée, à moins que toutes les parties n'y renoncent.

Toutes les parties s'entendent sur le mode d'enregistrement ; à défaut d'entente, l'audience est enregistrée par voie mécanique. ».

62. L'article 142 de ce code est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, du mot « audition » par le mot « audience ».

63. L'article 144 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot « audition » par le mot « audience ».

64. L'article 149 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, des mots « aucune cour de justice » par ce qui suit : « une instance judiciaire ou quasi-judiciaire. Il ne peut invoquer son obligation de respecter le secret professionnel pour refuser de répondre. » ;

2° par le remplacement, dans la cinquième ligne du deuxième alinéa, des mots «tribunal entendant un appel en vertu de l'article 162» par les mots «Tribunal des professions».

65. L'article 151 de ce code est remplacé par le suivant :

« **151.** Le comité peut condamner le plaignant ou le professionnel aux déboursés ou les condamner à les partager dans la proportion qu'il doit indiquer.

Toutefois, lorsque le plaignant est une personne qui a porté plainte en vertu du deuxième alinéa de l'article 128, le comité ne peut le condamner aux déboursés que si le professionnel a été acquitté sur chacun des chefs contenus dans la plainte et que la plainte a été faite de mauvaise foi.

Les déboursés comprennent les frais d'enregistrement, les frais d'expertise et, au cas de condamnation, les frais de déplacement et de séjour des membres du comité. ».

66. L'article 153 de ce code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du deuxième alinéa et après le mot «résumé», des mots «de l'audience, y compris».

67. L'article 154 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, dans la première ligne et après le mot «est», des mots «rendue à la majorité des membres. Elle est» et, dans la deuxième ligne et après le mot «comité», des mots «qui y souscrivent» ;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant :

«Au cas d'incapacité d'agir ou de maladie de l'un des membres du comité, une décision peut être valablement rendue par les deux autres membres, pourvu que l'un d'eux soit le président ou la personne désignée par celui-ci conformément au deuxième alinéa de l'article 138. ».

68. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 154, du suivant :

« **154.1** Le comité de discipline rend sa décision dans les 90 jours de la prise en délibéré. ».

69. L'article 155 de ce code est remplacé par le suivant :

« **155.** Le syndic ou un syndic adjoint d'une corporation saisit le comité de discipline, par voie de plainte :

1° d'une décision définitive d'un tribunal canadien déclarant le professionnel coupable d'une infraction criminelle qui peut faire l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation seulement ou d'une autre infraction criminelle qui, de l'avis du Bureau, a un lien avec l'exercice de la profession, sauf s'il a purgé sa sentence ou qu'il a obtenu le pardon ;

2° d'une décision définitive d'un tribunal étranger déclarant le professionnel coupable d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite par voie de mise en accusation seulement ou d'une poursuite pour une autre infraction criminelle qui, de l'avis du Bureau, a un lien avec l'exercice de la profession, sauf s'il a purgé sa sentence ou qu'il a obtenu le pardon ;

3° d'une décision disciplinaire définitive rendue hors du Québec entraînant pour le professionnel la révocation d'un permis qui, au Québec, pourrait être délivré en vertu du présent code et, le cas échéant, d'une loi constituant une corporation professionnelle ;

4° d'une décision disciplinaire définitive rendue hors du Québec entraînant pour le professionnel une radiation du tableau qui, au Québec, pourrait être imposée par un comité de discipline, y compris en vertu de l'article 133, sauf s'il n'est plus sous le coup de cette radiation ;

5° d'une décision disciplinaire définitive rendue hors du Québec entraînant pour le professionnel une limitation ou une suspension du droit d'exercer des activités professionnelles, dont le droit d'exercer les mêmes activités au Québec pourrait être limité ou suspendu par un comité de discipline, sauf s'il n'est plus sous le coup de cette limitation ou de cette suspension.

Le professionnel qui fait l'objet d'une décision définitive visée au premier alinéa doit en informer le syndic ou un syndic adjoint dans les 30 jours de la décision.

Le comité est tenu d'accepter copie dûment certifiée de cette décision définitive comme preuve de culpabilité. Il est également tenu d'accepter copie dûment certifiée de la décision définitive de la radiation qui, au Québec, aurait pu être imposée en vertu de l'article 133. Il peut alors prononcer l'une ou plusieurs des sanctions prévues à l'article 156. Toutefois, lorsque le professionnel fait l'objet d'une radiation qui, au Québec, aurait pu être imposée en vertu de l'article 133, le comité de discipline ne peut prononcer qu'une radiation en vertu de cet article. ».

70. L'article 156 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe *c* du premier alinéa, de « 500 \$ » par « 600 \$ et d'au plus 6 000 \$ » ;

2° par l'insertion, après le paragraphe *d* du premier alinéa, du suivant :

« *d.1*) l'obligation de communiquer un document ou tout renseignement qui y est contenu, et l'obligation de compléter, de supprimer, de mettre à jour ou de rectifier un tel document ou renseignement ; » ;

3° par le remplacement du troisième alinéa par les suivants :

« Le comité de discipline peut fixer les conditions et modalités des sanctions qu'il impose.

Le comité de discipline doit, lors de la décision imposant une sanction visée aux paragraphes *b*, *e*, *f* et *g* du premier alinéa, décider si le secrétaire fait publier ou non, dans un journal circulant dans le lieu où le professionnel a son domicile professionnel, un avis de cette décision. Si le comité ordonne la publication d'un tel avis, il doit, de plus, décider du paiement des frais de sa publication, soit par le professionnel, soit par la corporation, ou ordonner que les frais soient partagés entre eux.

Cet avis doit comprendre le nom du professionnel déclaré coupable, le lieu de son domicile professionnel et l'adresse de ce lieu, le nom de la corporation dont il est membre, sa spécialité le cas échéant, la date et la nature de l'infraction qu'il a commise ainsi que la date et un sommaire de la décision. » ;

4° par le remplacement, dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, des mots « l'intimé aux déboursés ou » par les mots « le professionnel aux déboursés, » et par l'insertion, dans cette même ligne et après le mot « celui-ci », des mots « ou lui ordonnant le paiement des frais visés au quatrième alinéa ».

71. L'article 157 de ce code est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « cas », de « , et ordonnant la publication de l'avis visé au quatrième alinéa de l'article 156, le cas échéant ».

72. L'article 158 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, après le premier alinéa, du suivant :

« Une décision du comité de discipline prise en vertu du quatrième alinéa de l'article 156 est exécutoire à l'expiration des délais d'appel. » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « que cette », par les mots « qu'une » et, par l'insertion dans la deuxième ligne de cet alinéa et après le mot « premier », des mots « ou au deuxième ».

73. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 158, du suivant :

« **158.1** Lorsqu'une décision du comité de discipline impose au professionnel déclaré coupable une amende conformément au paragraphe c du premier alinéa de l'article 156, elle doit être versée à la corporation professionnelle dont il est membre.

Toutefois, le comité de discipline peut décider que cette amende soit remise par la corporation, en tout ou en partie, à la personne qui a porté plainte en vertu du deuxième alinéa de l'article 128 et qui a déboursé des sommes d'argent à cette fin. ».

74. L'article 159 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « à l'accusé » par les mots « au professionnel déclaré coupable » ;

2° par le remplacement, dans les septième et huitième lignes du deuxième alinéa, des mots « exerce principalement sa profession » par les mots « a son domicile professionnel ».

75. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 161, des suivants :

« **161.1** Le comité de discipline peut, sur requête d'une partie, rétracter une décision qu'il a rendue pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

1° il est découvert un fait nouveau qui, s'il avait été connu en temps utile, aurait pu justifier une décision différente ;

2° un vice de fond ou de procédure est de nature à invalider la décision.

La requête en rétractation est signifiée aux autres parties conformément au Code de procédure civile dans les quinze jours à

compter du jour où la partie qui la demande acquiert la connaissance, selon le cas, du fait nouveau ou du fait à l'origine du vice de fond ou de procédure.

La requête en rétractation ne suspend l'exécution de la décision que si elle est accueillie, sauf si le comité en décide autrement. Si la requête est accueillie, les parties sont alors remises dans l'état où elles étaient antérieurement à la décision et le comité poursuit l'instruction de la plainte.

« **161.2** Le comité de discipline peut, d'office et tant qu'une décision n'est pas devenue exécutoire, rectifier une décision qu'il a rendue au motif que la décision est entachée d'une erreur d'écriture ou de calcul ou de quelque autre erreur matérielle.

Il peut en tout temps, sur requête d'une partie signifiée aux autres conformément au Code de procédure civile, rectifier une décision qu'il a rendue pour le même motif.

Si la rectification porte sur le dispositif, la décision rectifiée devient exécutoire dès sa signification à l'intimé ou, si elle était déjà exécutoire, à la date à laquelle la décision rectifiée est rendue. ».

76. L'article 163 de ce code est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants :

« Toutefois, toute requête préliminaire ou incidente à l'audition de l'appel est entendue par le président du tribunal ou le juge que désigne le président. Le juge qui entend la requête peut la déférer au tribunal sauf s'il s'agit d'une requête visée par le deuxième alinéa de l'article 171 ou de l'article 172.

Dans le sixième alinéa de l'article 164 et dans les articles 166, 168 et 169, le premier alinéa de l'article 172, les articles 173 et 174, les premier et deuxième alinéas de l'article 175 et les articles 176, 177 et 177.1, le mot « tribunal » comprend également un juge siégeant seul en application du deuxième alinéa. ».

77. L'article 164 de ce code est modifié :

1° par l'insertion, après le paragraphe 1° du premier alinéa, du suivant :

« 1.1° d'une décision du comité de discipline ordonnant la publication de l'avis visé au quatrième alinéa de l'article 156, par le professionnel, et ordonnant le paiement des frais de sa publication conformément à cet alinéa, par le professionnel ou, sur résolution du Bureau de la corporation, par le syndic ; » ;

2° par l'insertion, dans la première ligne du deuxième alinéa et après « 1° » de « ou 1.1° », par le remplacement, dans la cinquième ligne de cet alinéa, des mots « exerce principalement sa profession » par les mots « a son domicile professionnel » et par l'insertion, dans la huitième ligne du même alinéa et après le mot « jours », des mots « de la signification » ;

3° par le remplacement, dans la troisième ligne du troisième alinéa, des mots « exerce principalement sa profession » par les mots « a son domicile professionnel » ;

4° par le remplacement du quatrième alinéa par le suivant :

« Dans les 30 jours de la réception de l'avis d'appel ou de la décision accordant la permission d'appeler, le secrétaire du comité transmet l'original et trois exemplaires du dossier relatif à la décision dont il y a appel au greffier de la Cour du Québec et un exemplaire à chacune des parties. » ;

5° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du cinquième alinéa, des mots « des dépositions si elles ont été enregistrées » par les mots « de l'audience si elle a été enregistrée » et par l'addition, à la fin de cet alinéa, de la phrase suivante : « Le dossier relatif à l'appel d'une décision rendue en vertu de l'article 118.3 comprend notamment, la transcription de l'audience, si elle a été enregistrée, le procès-verbal de l'instruction, la décision du comité et la requête. » ;

6° par le remplacement de la partie du sixième alinéa qui précède le paragraphe *a* par ce qui suit :

« Le tribunal peut : » ;

7° par la suppression, dans la deuxième ligne du paragraphe *b* du sixième alinéa, du mot « trois ».

78. L'article 165 de ce code est modifié par la suppression, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « saisi de l'appel » et par le remplacement, dans la deuxième ligne de cet alinéa, du mot « immunités » par les mots « de l'immunité ».

79. L'article 166 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « radiation provisoire » par « non accès visée à l'article 118.3, de radiation provisoire visée à l'article 133 ou de non publication ou de non diffusion visée à l'article 142 ».

80. L'article 167 de ce code est modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

« **167.** Dans les 30 jours de la production de la requête en appel prévue au deuxième alinéa de l'article 164 ou dans les 30 jours de la décision accordant la permission d'en appeler dans le cas prévu au troisième alinéa de cet article, l'appelant doit produire, au greffe de la Cour du Québec, l'original et trois exemplaires d'un mémoire exposant ses prétentions et en remettre un exemplaire à chacune des autres parties. Ces dernières doivent, dans les 30 jours qui suivent, déposer au greffe de cette cour l'original et trois exemplaires de leur propre mémoire et en remettre un exemplaire à l'appelant. ».

81. L'article 171 de ce code est remplacé par le suivant :

« **171.** Le président du tribunal ou un juge désigné par le président fixe la date d'audition de l'appel.

Sur requête d'une partie, signifiée aux autres, il peut décider que l'appel sera entendu et jugé d'urgence. ».

82. L'article 172 de ce code est modifié :

1° par la suppression, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « chef-lieu du » et par le remplacement, dans la deuxième ligne de cet alinéa, des mots « exerce principalement sa profession » par les mots « a son domicile professionnel » ;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « qu'il désigne » par les mots « que désigne le président » et, dans la troisième ligne de cet alinéa, des mots « chef-lieu des districts judiciaires » par les mots « district judiciaire ».

83. L'article 173 de ce code est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, du mot « audition » par le mot « audience ».

84. L'article 174 de ce code est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, du mot « audition » par le mot « audience ».

85. L'article 175 de ce code est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« Dans le cas où le tribunal déclare l'intimé coupable alors que le comité de discipline l'a acquitté, le tribunal peut, en modifiant ou en infirmant la décision du comité, imposer une ou plusieurs des sanctions prévues à l'article 156, après avoir donné aux parties l'occasion de faire

des représentations sur sanction. Le tribunal peut également décider de retourner le dossier au comité de discipline pour que ce dernier impose une ou plusieurs des sanctions prévues à cet article. ».

86. L'article 176 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot « La » par le mot « Une ».

87. L'article 177.1 de ce code est remplacé par le suivant :

« **177.1** Le tribunal peut, d'office ou sur requête d'une partie signifiée aux autres conformément au Code de procédure civile, rectifier une décision qu'il a rendue au motif que la décision est entachée d'une erreur d'écriture ou de calcul ou de quelque autre erreur matérielle.

Si la rectification porte sur le dispositif, la décision rectifiée devient exécutoire dès sa signification à l'intimé en première instance ou, si elle était déjà exécutoire, à la date à laquelle la décision rectifiée est rendue. ».

88. L'article 178 de ce code est abrogé.

89. L'article 179 de ce code est modifié par l'addition, à la fin, des mots « dans les 30 jours de la décision ».

90. L'article 180 de ce code est modifié :

1° par le remplacement, dans la troisième ligne du premier alinéa, des mots « est radié » par les mots « fait l'objet d'une radiation provisoire, temporaire ou permanente » ;

2° par le remplacement, dans les huitième, neuvième et dixième lignes du premier alinéa, des mots « décision du Tribunal rectifiant ou révisant une telle décision. Cet avis doit comprendre le nom du professionnel trouvé coupable, son lieu d'exercice principal » par les mots « telle décision rendue à la suite d'une rétractation par ce comité ou d'une rectification par ce comité ou ce tribunal. Cet avis doit comprendre le nom du professionnel, le lieu de son domicile professionnel » ;

3° par l'insertion, dans la onzième ligne du premier alinéa et après le mot « nature », des mots « des faits qui lui sont reprochés, dans le cas d'une radiation provisoire, ou » ;

4° par la suppression du deuxième alinéa.

91. L'article 180.1 de ce code est abrogé.

92. L'article 180.2 de ce code est modifié par le remplacement, dans la première ligne, de «aux premiers alinéas des articles 180 et 180.1» par «à l'article 180».

93. L'article 182 de ce code est remplacé par le suivant :

« **182.** L'Office publie annuellement un recueil de certaines décisions rendues conformément à la présente section, sous réserve de toute ordonnance de non publication ou de non diffusion de renseignements ou de documents rendue par le comité de discipline ou le Tribunal des professions en vertu des articles 142 et 173 respectivement.

Toutefois, chaque décision publiée doit indiquer le nom de la corporation intéressée. ».

94. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 182, des sections suivantes :

« SECTION VIII

« APPEL DE CERTAINES DÉCISIONS AU TRIBUNAL DES PROFESSIONS

« **182.1** La présente section s'applique à l'appel au Tribunal des professions des décisions suivantes :

1° une décision du Bureau prise en vertu de l'article 51 ou du deuxième alinéa de l'article 52 du présent code ;

2° une décision du Comité administratif rendue en vertu de l'article 48 de la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1) ou visée au paragraphe 5 de l'article 70 de cette loi ;

3° une décision du Bureau visée au troisième alinéa de l'article 20 de la Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9).

Les articles 163, 165, 168, 169, 170, 171, 173 et 174, les premier et deuxième alinéas de l'article 175 et l'article 176 s'appliquent à l'appel d'une décision visée par le premier alinéa.

Dans le sixième alinéa de l'article 182.2, l'article 182.3, le premier alinéa de l'article 182.5 et dans les articles 182.6 et 182.7, le mot « tribunal » comprend un juge siégeant seul en application du deuxième alinéa de l'article 163.

« **182.2** L'appel d'une décision visée au premier alinéa de l'article 182.1 est interjeté par requête signifiée à l'autre partie et au

secrétaire du Bureau ou du Comité administratif, selon le cas. Cette requête doit être produite au greffe de la Cour du Québec, au chef-lieu du district judiciaire où l'appelant a son domicile professionnel, dans les 30 jours de la signification, conformément au Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25), de la décision. Lorsque l'appelant n'est pas membre de la corporation, la requête doit être produite au greffe de la Cour du Québec, dans le district judiciaire de Québec ou de Montréal.

Dans les 30 jours de la réception de l'avis d'appel, le secrétaire du Bureau ou du Comité administratif, selon le cas, transmet l'original et trois exemplaires du dossier relatif à la décision dont il y a appel au greffier de la Cour du Québec et un exemplaire à chacune des parties.

Le dossier relatif à l'appel d'une décision prise en vertu de l'article 51 du présent code comprend, notamment, la décision ordonnant l'examen médical, le rapport de l'examen médical, la décision prise en vertu de cet article et la requête en appel. Le dossier relatif à l'appel d'une décision prise en vertu du deuxième alinéa de l'article 52 du présent code comprend, notamment, la décision de limitation ou de suspension de droit d'exercice ou de radiation, la demande écrite visant à reprendre le plein droit d'exercice ou à être inscrit au tableau, le rapport de l'examen médical, la décision prise en vertu de cet article et la requête en appel.

Le dossier relatif à l'appel d'une décision rendue en vertu de l'article 48 de la Loi sur le Barreau comprend, notamment, la décision du comité, le dossier et la décision du Comité administratif et la requête en appel. Le dossier relatif à l'appel d'une décision visée au paragraphe 5 de l'article 70 de la Loi sur le Barreau comprend, notamment, le dossier et la décision du Comité administratif et la requête en appel.

Le dossier relatif à l'appel d'une décision visée au troisième alinéa de l'article 20 de la Loi médicale comprend, notamment, le dossier et la décision du Bureau et la requête en appel.

Le tribunal peut :

1° sur requête du secrétaire du Bureau ou du Comité administratif, selon le cas, prolonger le délai prévu au deuxième alinéa;

2° sur requête d'une partie, permettre que certains éléments du dossier ne soient pas reproduits dans les exemplaires qui doivent être transmis conformément au deuxième alinéa.

« **182.3** L'appel suspend l'exécution de la décision, à moins que le tribunal n'en ordonne l'exécution provisoire.

Toutefois, une décision refusant l'inscription au tableau est exécutoire nonobstant l'appel, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement.

« **182.4** Dans les 30 jours de la production de la requête en appel prévue au premier alinéa de l'article 182.2, l'appelant doit produire, au greffe de la Cour du Québec, l'original et trois exemplaires d'un mémoire exposant ses prétentions et en remettre un exemplaire à l'autre partie. Cette dernière doit, dans les 30 jours qui suivent, déposer au greffe de cette cour l'original et trois exemplaires de son propre mémoire et en remettre un exemplaire à l'appelant.

Si l'appelant ne produit pas son mémoire dans le délai fixé, l'appel peut être rejeté; si c'est l'autre partie qui est en défaut, le tribunal peut refuser de l'entendre.

« **182.5** Le tribunal siège dans le district judiciaire où l'appelant a son domicile professionnel.

Lorsque l'appelant n'est pas membre de la corporation, le président du tribunal ou un juge que désigne le président décide où sera entendu l'appel.

Le président du tribunal ou un juge que désigne le président peut décider, du consentement des parties, que l'appel sera entendu dans le district judiciaire de Québec ou de Montréal

« **182.6** Dans les dix jours de la décision finale du tribunal, le greffier de la Cour du Québec du district où a siégé le tribunal fait signifier cette décision aux parties et au secrétaire du Bureau ou du Comité administratif, selon le cas, conformément au Code de procédure civile.

Toutefois, lorsque cette décision est rendue en présence d'une partie, elle est réputée être signifiée à cette partie conformément au premier alinéa dès le moment où elle est ainsi rendue.

La décision finale du tribunal est exécutoire dès sa signification à l'appelant.

« **182.7** Le tribunal peut, d'office ou sur requête d'une partie signifiée aux autres conformément au Code de procédure civile, rectifier une décision qu'il a rendue au motif que la décision est entachée d'une erreur d'écriture ou de calcul ou de quelque autre erreur matérielle.

Si la rectification porte sur le dispositif, la décision rectifiée devient exécutoire dès sa signification à l'appelant ou, si elle était déjà exécutoire, à la date à laquelle la décision rectifiée est rendue.

« SECTION IX

« PUBLICITÉ DE CERTAINES DÉCISIONS ET RAPPORTS

« **182.8** Le secrétaire de la corporation doit faire parvenir à chacun des membres de la corporation à laquelle appartient un professionnel qui est radié du tableau ou dont le droit d'exercice est limité ou suspendu, un avis de la décision définitive du Bureau ou du Tribunal des professions, selon le cas, entraînant cette radiation, limitation ou suspension et, le cas échéant, un avis de toute telle décision rectifiée par le tribunal. Cet avis doit comprendre le nom de ce professionnel, le lieu de son domicile professionnel et l'adresse de ce lieu, le nom de la corporation dont il est membre, sa spécialité, le cas échéant, ainsi que la date et un sommaire de la décision.

De plus, le secrétaire de la corporation doit transmettre à l'Office chaque décision définitive du Bureau ou du Tribunal des professions, selon les cas, entraînant une radiation permanente ou une limitation ou une suspension permanente du droit d'exercice, et, le cas échéant, toute telle décision rectifiée par le tribunal.

Un avis visé au premier alinéa peut être publié ou inséré dans une publication officielle ou régulière que la corporation adresse à chaque membre. Lorsque l'avis est publié, il doit être présenté dans un espace délimité, sur au moins deux colonnes, sous le titre « AVIS DE LIMITATION ET DE SUSPENSION DU DROIT D'EXERCICE OU DE RADIATION ».

« **182.9** Le secrétaire de l'Ordre visé au paragraphe c du premier alinéa de l'article 20 de la Loi médicale doit faire parvenir, à chacune des personnes inscrites au registre visé à ce paragraphe, un avis de la décision définitive du Bureau ou du Tribunal des professions, selon le cas, entraînant la suspension ou l'annulation de l'inscription d'une personne à ce registre ou le refus de la renouveler et, le cas échéant, un avis de toute telle décision rectifiée par le tribunal. Cet avis doit comprendre le nom de cette personne, le lieu et l'adresse où elle exerçait principalement l'acupuncture et la date et un sommaire de la décision.

De plus, le secrétaire de l'Ordre doit transmettre à l'Office chaque décision définitive du Bureau ou du Tribunal des professions, selon le cas, entraînant la suspension ou l'annulation de l'inscription à ce registre ou le refus de la renouveler et, le cas échéant, toute telle décision rectifiée par le tribunal.

Un avis visé au premier alinéa peut être publié ou inséré dans une publication officielle ou régulière que l'Ordre adresse aux personnes inscrites à ce registre. Lorsque l'avis est publié, il doit être présenté dans un espace délimité, sur au moins deux colonnes, sous le titre «AVIS DE SUSPENSION, D'ANNULATION OU DE NON-RENOUVELLEMENT DE L'INSCRIPTION AU REGISTRE DES ACUPUNCTEURS». ».

95. Les articles 183 et 184 de ce code sont remplacés par les suivants :

« **183.** Le gouvernement peut, par règlement et après consultation de l'Office et du Conseil interprofessionnel, réserver aux membres d'une corporation, des titres ou des abréviations de ces titres pouvant être utilisés par ses membres de même que des initiales qu'ils peuvent s'attribuer.

« **184.** Le gouvernement peut, par règlement et après avoir obtenu l'avis de l'Office donné conformément au paragraphe 8° du troisième alinéa de l'article 12, déterminer les diplômes délivrés par les établissements d'enseignement qu'il indique qui donnent ouverture à un permis ou à un certificat de spécialistes.

« **184.1** Le Tribunal des professions peut adopter les règles de pratique jugées nécessaires à la bonne exécution des articles 162 à 177.1 et 182.1 à 182.7 du présent code. Ces règles doivent être soumises au gouvernement qui peut les approuver avec ou sans modification. ».

96. L'article 188 de ce code est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, de «500 \$» par «600 \$» et de «5 000 \$» par «6 000 \$».

97. Ce code est modifié par l'insertion, après l'article 188.3, du suivant :

« **188.4** Commet une infraction et est passible de l'amende prévue à l'article 188, quiconque utilise un titre ou une abréviation d'un titre ou s'attribue des initiales réservés par règlement du gouvernement pris en application de l'article 183, alors qu'il n'est pas membre de la corporation dont les membres peuvent, conformément à ce règlement, l'utiliser ou se les attribuer. ».

98. L'article 189 de ce code est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot «Bureau», des mots «ou de son comité administratif».

99. L'article 191 de ce code est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du premier alinéa et après le mot « Bureau », des mots « ou de son comité administratif ».

100. L'article 192 de ce code est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **192.** Peuvent prendre connaissance d'un dossier tenu par un professionnel, requérir la remise de tout document et prendre copie d'un tel dossier ou document, dans l'exercice de leurs fonctions:

1° un comité d'inspection professionnelle ou un membre, un inspecteur, un enquêteur ou un expert de ce comité;

2° un syndic, un syndic adjoint ou correspondant;

3° un comité d'examen des plaintes;

4° un comité de discipline;

5° le Tribunal des professions ou un de ses juges;

6° tout comité d'enquête formé par un Bureau ou un de ses membres;

7° l'Office ou un de ses membres. »;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, des mots « et il ne peut invoquer son obligation de respecter le secret professionnel pour refuser de le faire ».

101. L'article 193 de ce code est remplacé par le suivant:

« **193.** Ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions:

1° un membre, un inspecteur, un enquêteur, un expert ou le secrétaire d'un comité d'inspection professionnelle;

2° un syndic, un syndic adjoint ou correspondant;

3° un membre d'un comité d'examen des plaintes;

4° un membre ou le secrétaire d'un comité de discipline;

5° un juge du Tribunal des professions;

6° un membre d'un Bureau ou le secrétaire de la corporation;

7° un membre de tout comité d'enquête formé par un Bureau;

8° l'Office ou un de ses membres. ».

102. L'article 194 de ce code est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne, du mot « visées » par les mots « ou l'organisme visés ».

103. L'article 195 de ce code est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, du mot « visées » par les mots « ni à l'organisme visés ».

LOI SUR LES AGRONOMES

104. L'article 10 de la Loi sur les agronomes (L.R.Q., chapitre A-12) est modifié:

1° par le remplacement de la partie du premier alinéa qui précède le paragraphe *a* par la suivante:

« **10.** Le Bureau peut, par résolution: »;

2° par la suppression des paragraphes *a* et *c* du premier alinéa;

3° par la suppression, dans la deuxième ligne du paragraphe *e* du premier alinéa, des mots « ou dissoutes de leur propre chef »;

4° par la suppression des paragraphes *g* et *h* du premier alinéa;

5° par la suppression du deuxième alinéa.

105. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 10, du suivant:

« **10.1** Le Bureau peut, par règlement, fixer la répartition entre les sections du produit des cotisations.

L'article 95.2 du Code des professions s'applique à ce règlement. ».

106. L'article 11 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Toutefois, les limites territoriales de chacune de ces sections doivent correspondre à celles des régions déterminées par règlement pris en application de l'article 65 du Code des professions. ».

107. L'article 15 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du quatrième alinéa, des mots «exerçant leur profession principalement» par les mots «qui ont leur domicile professionnel».

108. L'article 19 de cette loi est abrogé.

109. L'intitulé de la section V de cette loi est modifié par l'addition, après le mot «PROFESSION», des mots «ET PERMIS TEMPORAIRE».

110. L'article 25 de cette loi est abrogé.

111. L'article 26 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, de «fixées aux paragraphes *b* et *d* de l'article 25» par les mots «de délivrance d'un permis».

112. L'article 27 de cette loi est abrogé.

113. L'article 28 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *e* du deuxième alinéa.

LOI SUR LES ARCHITECTES

114. L'article 1 de la Loi sur les architectes (L.R.Q., chapitre A-21) est modifié par la suppression du paragraphe *d*.

115. Les articles 6, 7, 8 et 9 de cette loi sont abrogés.

116. L'intitulé de la section IV de cette loi est modifié par l'addition, après le mot «PERMIS», du mot «TEMPORAIRE».

117. Les articles 10, 11, 13 et 14 de cette loi sont abrogés.

118. L'article 15 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, à la fin de la deuxième ligne du paragraphe *e* du premier alinéa, de « ; ou » par une virgule;

2° par la suppression du paragraphe *f* du premier alinéa.

119. L'article 7 de la Loi sur les arpenteurs-géomètres (L.R.Q., chapitre A-23) est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, de « , qui doivent être citoyens canadiens ».

120. Les articles 11 et 12 de cette loi sont abrogés.

121. L'article 13 de cette loi est modifié:

1° par la suppression des paragraphes *b*, *c* et *d*;

2° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe *i*, du mot « autres » et par le remplacement, dans la deuxième ligne de ce paragraphe, des mots « au deuxième alinéa de » par le mot « à ».

122. L'article 14 de cette loi est remplacé par le suivant:

« **14.** L'article 95.2 du Code des professions s'applique au règlement pris en application du paragraphe *f* de l'article 13. ».

123. Les sections VI et VII de cette loi, intitulées respectivement « ADMISSION À LA PROFESSION » et « IMMATRICULATION » et comprenant les articles 20 à 33, sont abrogées.

124. L'article 37 de cette loi est modifié:

1° par la suppression du premier alinéa;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, de « Nonobstant les paragraphes *b*, *c* et *e*, une » par « Une » et par la suppression, dans les cinquième et sixième lignes de cet alinéa, de « visées aux paragraphes *a*, *d*, *f*, *g* et *h* et celles ».

125. L'article 38 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe *a* du premier alinéa par le suivant:

« *a*) remplit la condition mentionnée à l'article 44 du Code des professions; »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *b* du premier alinéa, des mots « des examinateurs » par les mots « que forme le Bureau à cette fin »;

3° par la suppression du paragraphe *c* du premier alinéa.

126. Les articles 39, 40 et 41 de cette loi sont abrogés.

127. L'article 42 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *a* du deuxième alinéa.

128. L'article 60 de cette loi est modifié par le remplacement, dans le paragraphe *b*, du mot « règlement » par le mot « résolution ».

129. L'article 62 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots « basée sur le tarif des honoraires adopté conformément au Code des professions » par les mots « déterminée par résolution du Bureau ».

130. L'article 67 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes, des mots « basée sur le tarif des honoraires adopté conformément au Code des professions » par les mots « déterminée par résolution du Bureau ».

131. L'article 68 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots « les règlements » par le mot « résolution ».

LOI SUR LES AUDIOPROTHÉSISTES

132. L'article 1 de la Loi sur les audioprothésistes (L.R.Q., chapitre A-33) est modifié par la suppression du paragraphe *d*.

133. Les articles 6, 9 et 10 de cette loi sont abrogés.

134. L'article 13 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

135. L'article 17 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LE BARREAU

136. L'article 7 de la Loi sur le Barreau (L.R.Q., chapitre B-1) est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 1, des mots « à l'endroit qu'il fixe par règlement » par les mots « ou à tout autre endroit déterminé par règlement du Conseil général ».

137. L'article 12 de cette loi est modifié par l'addition, dans le deuxième alinéa du paragraphe 1, de « du Conseil général et l'article 95.2 du Code des professions s'applique à ce règlement ».

138. L'article 15 de cette loi est modifié:

1° par la suppression des sous-paragraphes *a*, *d* et *g* du paragraphe 1;

2° par la suppression, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *h* du paragraphe 1, des mots « , ou de celles dissoutes de leur chef »;

3° par la suppression des sous-paragraphes *i* et *j* du paragraphe 1;

4° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du sous-paragraphe *k* du paragraphe 1, de « , au Comité des requêtes ou, en application de l'article 88, au comité d'inspection professionnelle » par les mots « ou au Comité des requêtes »;

5° par l'addition, après le sous-paragraphe *l* du paragraphe 1, des suivants:

« *m*) mettre sous tutelle les sections qui n'ont pas les fonds suffisants pour subsister ou qui ne font pas un usage convenable et utile de leurs fonds; exiger des officiers de ces sections un rapport de l'emploi de leurs fonds et, si nécessaire, ordonner une enquête;

« *n*) prononcer à l'égard des sections en défaut de payer la répartition imposée en vertu du sous-paragraphe *f* du présent paragraphe les sanctions suivantes: la privation du droit de représentation au Conseil général ou la mise en tutelle des sections;

« *o*) prescrire la formule des serments d'office que doivent prêter l'avocat et le stagiaire ainsi que les conditions dans lesquelles ils doivent être reçus; »;

6° par la suppression des sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 2;

7° par la suppression, dans la première ligne du sous-paragraphe *c* du paragraphe 2, des mots « mettre sous tutelle ou »;

8° par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du sous-paragraphe *d* du paragraphe 2, des mots « les sanctions suivantes: la privation du droit de représentation au Conseil général, la mise en tutelle ou l'abolition de la section » par les mots « la sanction suivante: l'abolition des sections »;

9° par la suppression des sous-paragraphes *e*, *g* et *h* du paragraphe 2;

10° par la suppression des sous-paragraphe *a*, *b* et *f* du paragraphe 3.

139. L'article 16 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **16.** L'article 95.2 du Code des professions s'applique à tout règlement adopté par le Conseil général en application des paragraphes 2 et 3 de l'article 15. ».

140. L'article 17 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du paragraphe 1 et après le mot « celle-ci » des mots « ou au Code des professions ».

141. L'article 18 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, de « du registre établi en vertu du sous-paragraphe *e* » par « des registres établis en vertu des sous-paragraphes *e* et *g* » et par l'insertion, dans la quatrième ligne et après le mot « avocats », des mots « , ou aux mandats donnés dans l'éventualité de l'incapacité du mandant et ainsi déposés, ».

142. L'article 20 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 2, des mots « au troisième alinéa » par les mots « aux troisième et quatrième alinéas » ;

2° par la suppression du paragraphe 3.

143. L'article 22.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, de « , 121 ».

144. L'article 23 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 1, de la phrase suivante : « Il s'acquitte des devoirs et exerce les fonctions que le Code des professions attribue au secrétaire de la corporation. ».

145. L'article 26 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « et chacun d'eux » par « . Le directeur général ou son adjoint ».

146. L'article 43 de cette loi est abrogé.

147. L'article 44 de cette loi est modifié par la suppression, dans la troisième ligne, de « *g*, ».

148. L'article 46 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne et après le mot «loi», des mots «, du Code des professions».

149. L'article 47 de cette loi est abrogé.

150. L'article 48 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la quatrième ligne du premier alinéa et après le mot «administratif», d'une virgule et par l'addition, à la fin de cet alinéa, de «suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV du Code des professions»;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

151. L'article 49 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

152. Les articles 50, 51, 53 et 54 de cette loi sont abrogés.

153. L'article 55 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième et quatrième lignes du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, des mots «depuis au moins trois ans et qu'il n'a jamais été condamné à une peine disciplinaire».

154. L'article 56 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la quatrième ligne de la partie du paragraphe 1 qui précède le sous-paragraphe *a*, de «du paragraphe *a*» et, dans la cinquième ligne de cette partie, des mots «, même s'il n'est pas citoyen canadien,»;

2° par la suppression, dans la cinquième ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 1, de «du paragraphe *a*».

155. L'article 57 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

156. L'article 60 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe 2, de «prévues à l'article 43, à l'article 50 ou aux articles 55 et 57» par «d'admission prévues à la section V de la présente loi et au Code des professions».

157. L'article 65 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les sixième et septième lignes du paragraphe 1, de «en vertu du paragraphe *o* du premier alinéa de l'article 86 du Code des professions (chapitre C-26)» par les mots «par le Conseil général».

158. L'article 66 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes, de « en vertu du paragraphe o du premier alinéa de l'article 86 du Code des professions (chapitre C-26) » par les mots « par le Conseil général ».

159. L'article 68 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 8, de « en vertu du paragraphe o du premier alinéa de l'article 86 du Code des professions » par les mots « par le Conseil général ».

160. L'article 70 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les sixième, septième et huitième lignes du paragraphe 1, de « en vertu du paragraphe o du premier alinéa de l'article 86 du Code des professions (chapitre C-26) » par les mots « par le Conseil général » ;

2° par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 5, de « ; les dispositions de la sous-section 5 de la section VII du chapitre IV du Code des professions s'appliquent à l'appel de cette décision, compte tenu des adaptations nécessaires » par « suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV du Code des professions ».

161. L'article 71 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe 3, de « en vertu du paragraphe o du premier alinéa de l'article 86 du Code des professions (chapitre C-26) » par les mots « par le Conseil général ».

162. L'article 72 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du troisième alinéa, de « en vertu du paragraphe o du premier alinéa de l'article 86 du Code des professions (chapitre C-26) » par les mots « par le Conseil général ».

163. La section VIII de cette loi, intitulée « SYNDIC » et comprenant les articles 75 à 80, est abrogée.

164. Les articles 81 à 85 et 88 et 89 de cette loi sont abrogés.

165. La section X de cette loi, intitulée « DISCIPLINE » et comprenant les articles 91 à 121, est abrogée.

166. L'article 122 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du quatrième alinéa du paragraphe 2, de « X, sauf celles de l'article 113 » par « VII du chapitre IV du Code des professions, sauf celles de l'article 156 ».

167. L'article 123 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne du paragraphe 1, du nombre «113» par «156 du Code des professions».

168. L'article 124 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la septième ligne, du nombre «113» par «156 du Code des professions».

169. L'intitulé de la section XII de cette loi est modifié par la suppression des mots «ET EXTRAJUDICIAIRES».

170. L'article 125 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans les première et deuxième lignes du paragraphe 1, des mots «et extrajudiciaires»;

2° par la suppression, dans la première ligne du paragraphe 2, de «soumis aux prescriptions de l'article 16».

171. L'article 126 de cette loi est abrogé.

172. L'article 127.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, des mots «et extrajudiciaires».

173. L'article 128 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 6° du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2, du paragraphe suivant:

«7° le Bureau de révision en immigration dans le cas prévu à l'article 31 de la Loi sur le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (L.R.Q., chapitre M-23.1);».

174. L'article 130 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne, de «et sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 76».

LOI SUR LES CHIMISTES PROFESSIONNELS

175. L'article 4 de la Loi sur les chimistes professionnels (L.R.Q., chapitre C-15) est modifié par l'addition, à la fin, des mots «ou à tout autre endroit déterminé par règlement du Bureau».

176. L'article 6 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *b*.

177. Les articles 8 et 9 de cette loi sont abrogés.

178. L'article 10 de cette loi est modifié :

1° par la suppression des paragraphes 1 et 2 ;

2° par le remplacement, dans les première, deuxième et troisième lignes du paragraphe 4, des mots « éligible comme membre, sauf en ce qui concerne les exigences du sous-paragraphe *b* du paragraphe 1 du présent article, » par « qui ne satisfait pas aux exigences de l'article 42 du Code des professions ».

179. L'article 11 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LA CHIROPRATIQUE

180. L'article 1 de la Loi sur la chiropratique (L.R.Q., chapitre C-16) est modifié par la suppression du paragraphe *d*.

181. Les articles 5, 8 et 9 de cette loi sont abrogés.

182. L'article 13 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

183. L'article 15 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LES COMPTABLES AGRÉÉS

184. L'article 1 de la Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., chapitre C-48) est modifié par la suppression des paragraphes *d* et *e*.

185. Les articles 8, 9, 10 et 11 de cette loi sont abrogés.

186. La section V de cette loi, intitulée « IMMATRICULATION » et comprenant les articles 16 à 18, est abrogée.

187. Les articles 20, 21, 22 et 23 de cette loi sont abrogés.

188. L'article 24 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *a* du deuxième alinéa.

LOI SUR LES DENTISTES

189. L'article 1 de la Loi sur les dentistes (L.R.Q., chapitre D-3), modifié par l'article 148 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié par la suppression des paragraphes *d* et *e*.

190. L'article 6 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

191. L'article 8 de cette loi est abrogé.

192. L'article 15 de cette loi, modifié par l'article 149 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié par la suppression des paragraphes *b*, *c* et *d*.

193. L'article 19 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *b* du premier alinéa.

194. Les articles 20, 21 et 22 de cette loi sont abrogés.

195. La section IV de cette loi, intitulée «IMMATRICULATION» et comprenant les articles 23 à 25, est abrogée.

196. L'article 29 de cette loi est abrogé.

197. L'article 30 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots «qui n'est pas citoyen canadien et» et par le remplacement, dans la troisième ligne, de «fixées à l'article 29» par les mots «de délivrance du permis».

198. L'article 31 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, de «fixées à l'article 29» par les mots «de délivrance du permis».

199. Les articles 32 et 33 de cette loi sont abrogés.

200. L'article 38 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

LOI SUR LA DENTUROLOGIE

201. L'article 1 de la Loi sur la denturologie (L.R.Q., chapitre D-4) est modifié par la suppression du paragraphe *d*.

202. Les articles 5, 9 et 10 de cette loi sont abrogés.

203. L'article 13 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

204. L'article 1 de la Loi sur les infirmières et les infirmiers (L.R.Q., chapitre I-8), modifié par l'article 172 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe *e*.

205. L'article 7 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **7.** Pour assurer une représentation adéquate des sections au sein du Bureau, celui-ci fixe, par règlement, le mode de représentation de chaque conseil de section. ».

206. L'article 9 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne du quatrième alinéa et après le mot « professions », des mots « du Québec ».

207. L'article 11 de cette loi, modifié par l'article 173 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié :

1° par la suppression des paragraphes *b*, *c* et *d*;

2° par l'addition, après le sous-paragraphe ii du paragraphe *g*, des sous-paragraphes suivants :

« iii. mettre sous tutelle ou abolir une section qui n'a pas les fonds suffisants pour subsister ou qui ne fait pas un usage convenable et utile de ses fonds;

« iv. prononcer, à l'égard d'une section en défaut de produire, dans le délai fixé par le Bureau, un rapport exigé en vertu du paragraphe *f* du présent article ou en défaut de se soumettre au désaveu d'un règlement prononcé en vertu de l'article 31, ou, à l'égard d'une section dont le président est en défaut de produire, dans le délai fixé par le Bureau, un rapport exigé en vertu du sous-paragraphe i du présent paragraphe, les sanctions suivantes : la mise en tutelle ou l'abolition de la section. ».

208. L'article 13 de cette loi est abrogé.

209. L'article 14 de cette loi est modifié par la suppression des paragraphes *a*, *c* et *d*.

210. L'article 15 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **15.** L'article 95.2 du Code des professions s'applique au règlement adopté en vertu du paragraphe *b* du premier alinéa de l'article 12 ou du paragraphe *e* de l'article 14. ».

211. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 17, du suivant :

« **17.1** L'assemblée générale annuelle doit se tenir dans les neuf mois de la fin de l'année financière de l'Ordre. ».

212. L'article 21 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne, des mots «sont déterminées par les règlements du Bureau» par «correspondent à celles des régions déterminées par règlement du Bureau pris en application de l'article 65 du Code des professions».

213. L'article 28 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

214. L'article 38 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du paragraphe *b* du premier alinéa ;

2° par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes du paragraphe *c* du premier alinéa, des mots « , à la présente loi et aux règlements du Bureau ».

215. L'article 39 de cette loi est abrogé.

216. L'article 41 de cette loi est modifié par la suppression des paragraphes *b*, *c* et *d* du deuxième alinéa.

LOI SUR LES INGÉNIEURS

217. L'article 8 de la Loi sur les ingénieurs (L.R.Q., chapitre I-9) est modifié par le remplacement, dans la première ligne, du mot «le» par les mots «règlement du».

218. L'article 9 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes du deuxième alinéa, des mots «conformément au Code des professions» et, dans les deuxième et troisième lignes de cet alinéa, des mots «de la manière prévue aux règlements».

219. L'article 10 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, des mots «où il exerce principalement sa profession» par les mots «de son domicile professionnel».

220. L'article 11 de cette loi est modifié :

1° par la suppression des paragraphes *a* à *k* et *m* du premier alinéa;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

221. Les articles 14 et 15 de cette loi sont abrogés.

222. L'article 16 de cette loi est modifié par la suppression, dans les première et deuxième lignes, des mots « , toutefois, dans tous les cas et quel que soit le mode d'admission prévu, ».

223. L'article 17 de cette loi est abrogé.

224. L'article 19 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du paragraphe 1, des mots « domiciliée en dehors du Québec, ».

225. L'article 20 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la première ligne et après le mot « peut », de « , malgré l'article 44 du Code des professions, » et par la suppression, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes, de « n'est pas citoyen canadien et qui ne remplit pas les conditions fixées à l'article 44 du Code des professions, mais qui est domiciliée au Québec et ».

226. L'article 22 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 6° du premier alinéa.

LOI SUR LES INGÉNIEURS FORESTIERS

227. L'article 2 de la Loi sur les ingénieurs forestiers (L.R.Q., chapitre I-10) est modifié par la suppression du paragraphe 5°.

228. Les articles 6, 7 et 8 de cette loi sont abrogés.

229. L'article 9 de cette loi est modifié par la suppression des premier et deuxième alinéas.

230. L'article 13 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

LOI SUR LES MÉDECINS VÉTÉRINAIRES

231. L'article 1 de la Loi sur les médecins vétérinaires (L.R.Q., chapitre M-8) est modifié par la suppression du paragraphe *d*.

232. L'article 6 de cette loi est abrogé.

233. L'article 6.1 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« L'article 95.2 du Code des professions s'applique au règlement pris en application du paragraphe 1° du premier alinéa. ».

234. L'intitulé de la section IV de cette loi est remplacé par le suivant : « DE L'EXERCICE DE LA MÉDECINE VÉTÉRINAIRE ».

235. Les articles 10 à 20 de cette loi sont abrogés.

236. Cette loi est modifiée par la suppression, après l'article 20, de ce qui suit :

« SECTION V

« DE L'EXERCICE DE LA MÉDECINE VÉTÉRINAIRE ».

237. L'article 21 de cette loi est abrogé.

238. L'article 22 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du premier alinéa ;

2° par la suppression, dans les première et deuxième lignes de la partie du deuxième alinéa qui précède le paragraphe *a*, des mots « aux fins du présent article, » ;

3° par la suppression du paragraphe *a* du deuxième alinéa.

239. L'article 26 de cette loi est modifié :

1° par la suppression de la première phrase ;

2° par le remplacement, dans la deuxième phrase, des mots « en obtenir le recouvrement » par les mots « obtenir le recouvrement d'une cotisation ».

240. L'article 27 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la deuxième ligne du premier alinéa du paragraphe 1 et dans la première ligne du deuxième alinéa du paragraphe 2, du mot « contribution » par le mot « cotisation ».

241. L'article 29 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du premier alinéa;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, du mot «Ce» par le mot «Le»;

3° par le remplacement, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, du mot «règlement» par le mot «résolution».

242. Les sections VI et VII de cette loi sont renumérotées V et VI.

LOI MÉDICALE

243. L'article 1 de la Loi médicale (L.R.Q., chapitre M-9), modifié par l'article 188 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe *e*.

244. L'article 8 de cette loi est abrogé.

245. L'article 15 de cette loi, modifié par l'article 189 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié par la suppression des paragraphes *b* et *d*.

246. L'article 20 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les quatrième, cinquième, sixième et septième lignes du troisième alinéa, de «dont la décision est définitive et sans appel. Cet appel doit être interjeté dans les trente jours de la signification, conformément au Code de procédure civile (chapitre C-25), de la décision du Bureau à la personne intéressée» par «suivant les dispositions de la section VIII du chapitre IV du Code des professions».

247. Les articles 22 et 23 de cette loi sont abrogés.

248. L'article 24 de cette loi est remplacé par le suivant:

«**24.** L'article 95.2 de ce code s'applique aux règlements adoptés en vertu des paragraphes *c* et *d* du premier alinéa de l'article 19. ».

249. L'article 33 de cette loi est modifié:

1° par la suppression des paragraphes *b* et *c* du premier alinéa;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *d* du premier alinéa, des mots «à la présente loi et aux règlements du Bureau» par «au Code des professions».

250. L'article 34 de cette loi est modifié par la suppression, dans les deuxième et troisième lignes, des mots « n'est pas citoyen canadien et qui ».

251. L'article 36 de cette loi est abrogé.

252. L'article 37 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du paragraphe *b* du premier alinéa ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *c* du premier alinéa, des mots « à la présente loi et aux règlements du Bureau » par les mots « au Code des professions ».

253. L'article 43 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du paragraphe *a* du deuxième alinéa ;

2° par l'addition, dans la troisième ligne du paragraphe *c* du deuxième alinéa et après le nombre « 19 », de « ou en vertu du paragraphe 2° du troisième alinéa de l'article 12 du Code des professions » ;

3° par la suppression du paragraphe *d* du deuxième alinéa ;

4° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *e* du deuxième alinéa, de « des articles 20 ou 22 » par « de l'article 20 ou en vertu du paragraphe 2° du troisième alinéa de l'article 12 du Code des professions » ;

5° par la suppression du paragraphe *f*.

254. L'article 44 de cette loi est modifié par l'addition, dans la sixième ligne et après le nombre « 20 » de « ou en vertu du paragraphe 2° du troisième alinéa de l'article 12 du Code des professions ».

LOI SUR LE NOTARIAT

255. L'article 1 de la Loi sur le notariat (L.R.Q., chapitre N-2) est modifié par la suppression du paragraphe *o*.

256. L'article 7 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 2.

257. L'article 8 de cette loi est abrogé.

258. L'article 15 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *i*.

259. L'article 21 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe 2.

260. L'article 22 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la troisième ligne et après le mot «règlement», des mots «adopté conformément au Code des professions».

261. L'article 72 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin du paragraphe 1, des mots «ou à tout autre endroit déterminé par règlement du Bureau».

262. L'article 74 de cette loi est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

«Est membre de droit, l'ancien président de l'Ordre, pendant le ou les mandats suivant celui de sa présidence. ».

263. L'article 75 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les troisième et quatrième lignes du premier alinéa, de «paragraphe 4° du deuxième alinéa de l'article 93» par les mots «Code des professions» ;

2° par la suppression, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots «et de celui du membre de droit», par le remplacement, dans les deuxième et troisième lignes de cet alinéa, de «des paragraphes 4° et 5° du deuxième alinéa de l'article 93» par les mots «du Code des professions» et par l'addition, à la fin de ce même alinéa, de la phrase suivante: «La durée du mandat du membre de droit est fixée par règlement du Bureau.».

264. L'article 78 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la quatrième ligne de la subdivision vii du sous-paragraphe a du paragraphe 2, de «paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 93» par les mots «Code des professions».

265. L'article 81 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la cinquième ligne du paragraphe 1, de «paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 93» par les mots «Code des professions».

266. L'article 93 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement de la partie du premier alinéa qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit: «93. Le Bureau peut, par règlement:» ;

2° par la suppression des paragraphes 1°, 2°, 3°, 6°, 8° et 9° du premier alinéa;

3° par la suppression, dans la partie du deuxième alinéa qui précède le paragraphe 1°, des mots «conformément au Code des professions»;

4° par la suppression des paragraphes 1° à 4° du deuxième alinéa.

267. L'article 94 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**94.** L'article 95.2 du Code des professions s'applique à un règlement pris en application de l'article 93. ».

268. L'article 95 de cette loi est abrogé.

269. L'article 96 de cette loi est modifié par le remplacement du paragraphe *b* par les suivants :

«*b*) modifier le modèle du sceau et les indications qu'il doit comporter;

«*c*) déterminer les critères suivant lesquels, sur recommandation du comité administratif, il peut conférer à un notaire le titre de notaire honoraire ou lui retirer ce titre et en prévoir les conditions et modalités d'utilisation et les droits et privilèges qui y sont rattachés. ».

270. L'article 97 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, de «adopté en vertu du paragraphe 4° du deuxième alinéa de l'article 93. » par «du Bureau. L'article 95.2 du Code des professions s'applique à ce règlement. »;

2° par le remplacement, dans la quatrième ligne du quatrième alinéa, de «paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 93» par les mots «Code des professions»;

3° par la suppression du cinquième alinéa;

4° par le remplacement, dans les quatrième et cinquième lignes du sixième alinéa, de «paragraphe 3° du premier alinéa de l'article 93», par les mots «Code des professions».

271. L'article 104 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du paragraphe 1;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 2, des mots « que la contribution » par les mots « qu'une cotisation »;

3° par le remplacement, dans la quatrième ligne du paragraphe 3, du mot « contribution » par le mot « cotisation ».

272. L'article 105 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 1, du mot « contribution » par le mot « cotisation ».

273. Cette loi est modifiée par la suppression de l'intitulé de la sous-section 1 de la section VII.

274. L'article 109 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « les règlements » par les mots « résolution du Bureau ».

275. L'article 110 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « des examens » par les mots « formé par le Bureau à cette fin ».

276. Cette loi est modifiée par la suppression de l'intitulé de la sous-section 2 de la section VII.

277. L'article 111 de cette loi est abrogé.

278. L'article 112 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe 1, des mots « des examens » par les mots « formé par le Bureau à cette fin » et par le remplacement, dans la deuxième ligne de ce paragraphe, du mot « examen » par les mots « exercice de la profession ».

279. La sous-section 3 de la section VII de cette loi, intitulée « *Admission à l'exercice* » et comprenant les articles 113, 114 et 116 à 118, est abrogée.

280. L'article 136 de cette loi est modifié par le remplacement, dans la troisième ligne, des mots « les règlements » par les mots « règlement adopté conformément au Code des professions ».

LOI SUR LES OPTICIENS D'ORDONNANCES

281. L'article 1 de la Loi sur les opticiens d'ordonnances (L.R.Q., chapitre O-6) est modifié par la suppression du paragraphe d.

282. Les articles 7, 10 et 11 de cette loi sont abrogés.

283. L'article 15 de cette loi est modifié par la suppression du paragraphe *d* du deuxième alinéa.

LOI SUR L'OPTOMÉTRIE

284. L'article 1 de la Loi sur l'optométrie (L.R.Q., chapitre O-7), modifié par l'article 194 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié par la suppression des paragraphes *d* et *e*.

285. L'article 7 de cette loi, modifié par l'article 195 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié par la suppression des paragraphes *b* et *c*.

286. L'article 10 de cette loi est modifié:

1° par la suppression du paragraphe *b* du premier alinéa;

2° par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

«L'article 95.2 du Code des professions s'applique au règlement pris en application du paragraphe *c* du premier alinéa. ».

287. Les articles 11, 12, 13, 15, 18 et 19 de cette loi sont abrogés.

288. L'article 19.2 de cette loi, édicté par l'article 1 du chapitre 12 des lois de 1992, est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes, des mots «fixe, par règlement, conformément à l'article 95 du Code des professions» par les mots «doit, par règlement, fixer».

289. L'article 25 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

LOI SUR LA PHARMACIE

290. L'article 1 de la Loi sur la pharmacie (L.R.Q., chapitre P-10), modifié par l'article 1 du chapitre 75 des lois de 1990 et par l'article 197 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié par la suppression du paragraphe *f*.

291. L'article 6 de cette loi est abrogé.

292. L'article 8 de cette loi est modifié par la suppression des paragraphes *a* et *c*.

293. L'article 10 de cette loi, modifié par l'article 3 du chapitre 75 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant :

« L'article 95.2 du Code des professions s'applique au règlement pris en application du paragraphe *b* du premier alinéa. ».

294. L'article 11 de cette loi est abrogé.

295. L'article 12 de cette loi est modifié par la suppression des paragraphes *b* et *c*.

296. L'article 13 de cette loi est abrogé.

297. L'article 18 de cette loi, modifié par l'article 5 du chapitre 75 des lois de 1990 et par l'article 199 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié par la suppression, dans la huitième ligne du deuxième alinéa, des mots « du gouvernement ».

298. L'article 19 de cette loi est modifié :

1° par la suppression du paragraphe *b* du premier alinéa ;

2° par le remplacement, dans la deuxième ligne du paragraphe *c* du premier alinéa, des mots « à la présente loi et aux règlements du Bureau » par les mots « au Code des professions ».

299. L'article 20 de cette loi est modifié par la suppression du premier alinéa.

300. L'article 35 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

301. L'article 37 de cette loi, modifié par l'article 200 du chapitre 21 des lois de 1992, est de nouveau modifié par le remplacement, dans la première ligne, des mots « Le gouvernement » par les mots « L'Office des professions du Québec ».

LOI SUR LA PODIATRIE

302. L'article 1 de la Loi sur la podiatrie (L.R.Q., chapitre P-12) est modifié par la suppression du paragraphe *d*.

303. L'article 5 de cette loi est abrogé.

304. L'article 6 de cette loi est modifié:

1° par la suppression du paragraphe *a* du premier alinéa;

2° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

« L'article 95.2 du Code des professions s'applique au règlement pris en application du paragraphe *c* du premier alinéa. ».

305. Les articles 9 et 10 de cette loi sont abrogés.

306. L'article 16 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

307. L'article 19 de cette loi est abrogé.

LOI SUR LES TECHNICIENS EN RADIOLOGIE

308. L'article 1 de la Loi sur les techniciens en radiologie (L.R.Q., chapitre T-5) est modifié par la suppression du paragraphe *d*.

309. Les articles 6, 9 et 10 de cette loi sont abrogés.

310. L'article 12 de cette loi est modifié par la suppression du deuxième alinéa.

DISPOSITION FINALE

311. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.